

Les heures décisives, entretien avec Geoffroy de courcel

Claude Bouchinet-Serreulles

Les heures décisives, entretien avec Geoffroy de courcel, Espoir n°92, juin 1993

Avant-propos

En juillet-août 1940, Geoffroy de Courcel et moi-même partagions à Londres, 4 Carlton Gardens, le même bureau, contigu de celui du général de Gaulle. Courcel évoquait très souvent les semaines qu'il avait vécues en juin, en France, dans l'ombre du Général, mais toujours par bribes car les interruptions étaient incessantes. Dès ce moment, nous nous étions promis qu'il m'en ferait une relation détaillée le jour où nous aurions plusieurs heures devant nous, car je tenais à mettre à profit la mémoire méticuleuse qu'il avait de ces événements pour transcrire son récit, sachant qu'il n'était pas enclin à le faire lui-même.

Il nous a fallu attendre un dimanche d'octobre 1944, à Paris, pour mettre à exécution notre projet. Dans cet intervalle, relativement bref, sa mémoire de ces jours tragiques était restée intacte.

Mes notes manuscrites s'étendent sur la période allant du 5 juin 1940 aux événements de Dakar. Elles sont restées enfouies dans mes papiers jusqu'à l'été de 1989. Procédant à une mise en ordre de ceux-ci, j'ai eu la bonne surprise de retrouver ce document oublié, qu'à fin 1944 j'avais tout de même pris la précaution de classer dans le carton "Londres 40-42". Je me suis alors empressé de le mettre au propre, sans rien ajouter ni retrancher au récit de premier jet de Courcel. Et aussitôt je l'ai soumis à l'intéressé. Si j'avais tenu la plume, il s'agissait en effet de son récit à lui et je voulais savoir en premier lieu si le narrateur demeurait d'accord sur ce que j'avais transcrit à l'époque. En second lieu, ce qu'il jugeait bon d'en faire. En 1989, Geoffroy donnait déjà des signes du mal qui l'a emporté mais son cerveau fonctionnait sans défaut. En présence de Martine, sa femme, si précieuse par l'assistance qu'elle lui apportait à tous les instants, il eut la galanterie de me dire que ce texte m'appartenait, qu'il n'appelait aucune retouche et que je pouvais en disposer à ma guise.

Ce numéro spécial de la Revue Espoir qui lui est consacré est une occasion que je ne pouvais laisser passer.

La rencontre

Le 6 juin au matin, le lieutenant Geoffroy de Courcel pénètre au ministère de la Guerre. Voilà un mois, jour pour jour, qu'il est arrivé de Beyrouth. Comme tous les officiers en service outre-mer, il a eu une permission de six semaines qu'il est venu passer en France, et son arrivée à Marseille, début mai, précède de peu le déclenchement de l'invasion allemande. Aussi, depuis, n'a-t-il pas cessé de demander soit son rapatriement à Beyrouth, soit de préférence son affectation à une unité au combat. Il porte les écussons du 3e Escadron d'automitrailleuses de l'armée du Levant, mais il sent bien qu'il n'y a aucune chance pour que les opérations s'étendent actuellement au Moyen-Orient, et tout son désir est de prendre part immédiatement à la bataille. Toutes ses démarches dans ce but au ministère de la Guerre ont été infructueuses. On lui a régulièrement répondu qu'il n'avait d'autre option que d'achever son temps de permission et d'être ensuite rapatrié à Beyrouth ; pourtant, il ne se lasse pas, et vient dans les bureaux faire une nouvelle démarche.

Dans un couloir, il rencontre Pierre de Leusse, ami de longue date, lui aussi secrétaire d'ambassade et lui aussi portant l'uniforme de lieutenant de cavalerie. Jusqu'en mai, il était à Beyrouth, attaché à la personne du général Weygand en qualité d'officier d'ordonnance, et le voici maintenant à Paris, ayant suivi son chef devenu généralissime le 20 mai. "Que fais-tu ici ?" lui dit Pierre de Leusse, "n'es-tu donc plus à Beyrouth ?". "Je suis en permission", répond Courcel, "et rien n'est plus horrible que de se trouver désœuvré et oisif dans une période comme celle-ci. Je fais tous mes efforts...". Leusse l'interrompt : "Tu es justement l'homme qu'il nous faut, le général de Gaulle vient d'être nommé sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, et il a demandé à Weygand de lui donner un officier d'ordonnance. Nous avons pensé à Guillain Clauzel, lui aussi haut-le-pied je crois, mais depuis ce matin, impossible de mettre la main sur lui. Accepterais-tu ?" Courcel acquiesce. C'est un poste au combat qu'il aurait voulu mais puisqu'il est impossible de l'obtenir, il préfère encore cela à une totale inaction.

Pierre de Leusse prend le temps de consulter son patron qui donne d'autant plus volontiers son accord qu'il connaît la famille de longue date. Le père de Geoffroy était son camarade de promotion à Saint-Cyr. Une heure plus tard, Pierre de Leusse et Roland de Margerie qui, malgré son uniforme de capitaine du 152e Chasseurs appartient au cabinet civil du président du Conseil, présentent Geoffroy de Courcel au général de Gaulle. Celui-ci pénètre tout juste dans les locaux qui lui sont réservés et s'y installe. Il dispose de quatre pièces au rez-de-chaussée du 14 de la rue Saint-Dominique, qui est déjà en partie occupé par deux membres du cabinet de Paul Reynaud, Maurice Dejean et Roland de Margerie. Au premier étage, est installé le président du Conseil, ministre de la Défense nationale, entouré de Leca et Devaux, qui veillent sur son antichambre. Le cabinet militaire du général de Gaulle est composé du colonel Imbert, du colonel Chomel et du commandant Testard, officier de l'Armée de l'Air. Laurent, ami de Paul Baudoin et son ancien collaborateur à la Banque de l'Indochine, est chef du cabinet civil. Roger Giron, attaché parlementaire, est chargé de la presse et Jeanjean est son adjoint.

Après une très brève audience, il est entendu que le lieutenant de Courcel prendra ses fonctions d'officier d'ordonnance le lendemain matin, 7 juin. Dans l'après-midi, il croise dans un couloir un autre collègue des Affaires étrangères, Jean Leroy. "Que faites-vous donc ici ?" se disent-ils en même temps. "Depuis une heure, je suis attaché au cabinet du général de Gaulle", répond l'un. "Et moi, je suis au cabinet de Paul Baudoin", répond l'autre. "Ah ! Vous êtes auprès du général de Gaulle, observe Leroy, il paraît que c'est un grand crac. Avez-vous lu ses livres ? Ils sont très remarquables." Courcel doit avouer qu'il a aperçu l'un d'eux, *Vers l'armée de métier*, sur la table de son frère officier d'active, mais lui-même ne les a pas lus. Et, à part soi, bien qu'il n'ait pas brigué le poste qu'il occupe, et qu'il ressent peu d'attrait pour les cabinets ministériels quels qu'ils soient, il envie presque Leroy d'être auprès de Paul Baudoin dont il suppose que le rôle est plus politique et qui jouit, en outre, d'une certaine réputation.

Prémices

Bien que la menace de l'évacuation de Paris plane déjà sur toutes les têtes, la journée du 8 juin se passe en travaux d'installation. Le soir, le général de Gaulle informe Courcel qu'il se rend le lendemain matin à Londres, en avion, où il l'accompagnera. Le 9, de grand matin, Courcel et Roland de Margerie prennent l'avion pour Londres, avec le Général. Celui-ci a reçu de Paul Reynaud la mission de demander à Churchill des renforts immédiats en aviation et surtout en troupes. Après avoir vu, à son arrivée à Londres, notre ambassadeur Corbin, de Gaulle a un

entretien à Downing Street avec le Premier britannique, qui promet de prendre toutes dispositions pour l'envoi d'urgence d'une division de renfort; cette division commencera à s'embarquer à partir du 13, mais les événements se précipitant toujours, elle ne débarquera jamais en France. Dans l'après-midi, après avoir déjeuné à l'Ambassade, ils sont de retour à Paris. La situation se détériore si vite que Paris n'est plus guère tenable, et l'entourage du président du Conseil le convainc qu'il doit quitter la capitale. Pourtant, ce départ doit être masqué, pour éviter de semer la panique parmi les Parisiens et surtout dans les administrations qui demeurent encore sur place. Il se fera sous le couvert d'une visite du front. Le 10 juin au soir, trois voitures démarrent du 14 de la rue Saint-Dominique ; dans la première voiture, voiture-pilote, le colonel Chomel et Courcel. Dans la seconde, Paul Reynaud et le général de Gaulle ; dans la troisième, deux officiers du cabinet militaire du président, le colonel de Villume, et le lieutenant-colonel Vautrin. Les grosses limousines noires sont pourvues du projecteur vert, qui distingue les voitures officielles, ainsi que d'une sirène spéciale. Dépassant les colonnes de réfugiés, elles percent la nuit en direction d'Orléans. C'est le château de Chissé, entre Montrichard et Tours, qui est aménagé pour recevoir le président du Conseil, mais il est prévu de faire ce soir étape à Orléans. Des ordres ont été donnés pour alerter le préfet. Pourtant, quand, à 1 heure 30, les trois automobiles se présentent devant la préfecture, elles trouvent une demeure endormie. Le préfet dort, et aucune disposition n'a été prise pour accueillir le Président et sa suite.

Le préfet, immédiatement réveillé, s'habille en grande hâte et se précipite au-devant du Président pour lui exprimer sa confusion. Sa maison est pleine, il héberge de la famille venue prendre refuge chez lui ; tout au plus pourra-t-il faire libérer deux chambres et les donner à Paul Reynaud et à Charles de Gaulle. Les officiers de la suite devront aller coucher à la caserne, car les hôtels sont archi-bondés, et il n'est pas question, en pleine nuit, de trouver un seul lit libre dans toute la ville.

Affrontements internes

Courcel n'a été projeté dans ce nouveau milieu que depuis trois jours, mais il ne lui a pas fallu davantage pour constater combien les rivalités de personnes et les divergences de vue y sont âpres. L'entourage du Président se divise entre défaitistes et partisans de la résistance à outrance ; chacun est parfaitement fixé sur les convictions et les dispositions d'esprit de tous les autres, et la lutte pour conquérir le Président se livre sans merci. Pris entre les deux feux, Paul Reynaud semble ne pas choisir, ou, ce qui revient au même, selon les heures de la journée, il donne raison à l'un ou à l'autre. Aux adversaires les plus irréconciliables, il semble marquer une égale sympathie, une égale confiance. Son habitude est de travailler entouré d'une nombreuse équipe, d'exprimer ses opinions devant un auditoire, d'encourager l'échange des idées d'où il espère que naîtra la lumière. Ce n'est pas du goût de ses collaborateurs, qui savent parfaitement que défaitistes et jusqu'au-boutistes n'ont rien à s'apprendre et ne gagneront rien à entrechoquer leurs idées dans des débats stériles. Chaque camp a, au contraire, la volonté de s'emparer, à lui seul, de la pensée du Président en éliminant l'adversaire. Aussi est-ce une lutte muette, sournoise, mais sans quartier qui se prolonge dans l'antichambre présidentielle entre les familiers. Devaux, Leca, champions du défaitisme, avec Baudoin et Villume, surveillent l'accès du bureau présidentiel et filtrent les visiteurs. Ils ont, en Madame de Portes, un très puissant auxiliaire ; ils savent que, quelque effort que les adversaires aient tenté dans la journée pour gagner le Président, celle-ci saura dans la nuit, ruiner l'œuvre entreprise, et le ramener à ses vœux.

Tandis que le général de Gaulle, Maurice Dejean, Roland de Margerie, Chomel, sont au plus mal avec Hélène de Portes, Paul Baudoin, Leca, lui font au contraire une cour assidue et sont dans ses bonnes grâces. Chaque jour, ils lui fournissent l'aliment de ses prochains entretiens avec le Président.

Quelques jours plus tôt, tandis qu'encre à Paris il partageait avec elle son appartement de la place du Palais Bourbon, n'a-t-il pas reçu, en sa présence, à deux heures du matin, la visite de William Bullitt, l'ambassadeur des Etats-Unis ? Bullitt venait de le réveiller pour lui apporter immédiatement une communication de Roosevelt. Reynaud l'avait reçu en pyjama et introduit dans une pièce où, en robe de nuit, se tenait Hélène de Portes. Comme Bullitt, embarrassé, attendait visiblement qu'elle fût sortie pour parler, le Président lui avait dit : "Vous pouvez parler librement devant Hélène ; de toutes façons, je lui dirai tout."

Quand il avait quitté Paris, le 10 au soir, elle avait tempêté pour accompagner le Président, et il avait fallu lui représenter que la prétendue visite du front avait un caractère strictement militaire et que seuls des officiers accompagnaient le Président pour qu'elle se résignât à ne partir que le lendemain avec les membres du cabinet civil et à gagner directement le château de Chissé.

Tandis que dans la préfecture d'Orléans, les préparatifs s'organisent pour loger le président du Conseil et le sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, les officiers de la suite vont et viennent, et Courcel, qui ne connaît pas encore le colonel de Villume, au hasard d'un escalier trop encombré, lui marche sur le pied. Celui-ci, qui voit en Courcel un suppôt de la faction ennemie, s'emporte, le rappelle aux égards, lui reproche en termes vifs de ne s'être pas encore présenté et, ne pouvant entièrement se contenir, ajoute : "On sait bien ce que vous représentez !"

Après une nuit passée à la caserne dans une chambrée surpeuplée, Courcel, de bonne heure, regagne la préfecture et monte à la chambre du général de Gaulle. Celle-ci communique avec celle de Paul Reynaud et, procédant à leur toilette dans les salles de bains voisines, les deux hommes échangent des propos tout en se taillant la barbe. Paul Reynaud vient d'être informé par l'Etat-major de Weygand que Churchill a fait annoncer son arrivée par avion dans l'après-midi même à Briare. Depuis une demi-heure, le Préfet a été invité à obtenir la communication avec l'Etat-major du général George, mais en vain. "Vous voyez", crie de Gaulle, d'une salle de bains à l'autre, "ce Weygand se moque de vous ! Il veut vous forcer la main ! Il convoque Churchill sans vous en avertir, il vous place ensuite devant le fait accompli. Qu'attendez-vous pour le limoger ?"

Le général de Gaulle charge Courcel de prévenir par téléphone l'Etat-major du général Huntziger, commandant la 2e Armée, de sa visite à l'heure du déjeuner. En compagnie du colonel Chomel, ils prennent la route peu après, et arrivent à Arcis-sur-Aube, en fin de matinée. Jusqu'au 11 juin, la 2e Armée tenait encore ses positions sur la plus grande partie de son front, puisque c'est sur sa gauche que la percée allemande s'était produite. Mais, depuis la veille, l'attaque allemande, face à la Montagne de Reims, menace de l'enfoncer. Huntziger, taciturne comme à son ordinaire, apparaît calme et maître de lui. C'est la première fois que Courcel le voit. Il est frappé par l'élégance naturelle de ce général dont une propagande savamment entretenue depuis le début des hostilités a fait l'un des chefs les mieux connus du grand public et les plus populaires. Petit, maigre et svelte, les cheveux rares mais coupés ras, le teint roux, il possède des yeux clairs qu'il plante droit dans le regard de l'interlocuteur et, à la façon dont il cambre les reins, à son port de tête et son maintien étudié, on voit qu'il sait

qu'il en impose. Avant de passer à table, de Gaulle se retire seul avec lui (1). Après le repas, Huntziger l'accompagne au PC de la division du général Touchon, puis par Sens et Montargis, le général de Gaulle reprend la route de Briare.

Le Conseil interallié

La réunion du Conseil interallié est déjà en cours lorsqu'il arrive et il se dirige directement vers la salle de séances. Dans l'antichambre, Courcel retrouve les collaborateurs intimes de Weygand qui, eux aussi, attendent la fin de la réunion, le colonel Bourget, son chef d'Etat-major, le capitaine Gassert, officier d'ordonnance de Weygand depuis vingt ans, et le lieutenant Pierre de Leusse. A la sortie du Conseil, Courcel voit Winston Churchill, accompagné du ministre de la Guerre, Anthony Eden, et de l'officier de liaison anglais auprès du généralissime, le général Spears. Le général Weygand, qui a eu Courcel à son Etat-major à Beyrouth, le reconnaît, vient à lui et lui dit quelques mots. Il connaissait son frère Christian, disparu dix jours plus tôt dans les combats de Belgique, et lui demande s'il en a des nouvelles. Courcel, d'une phrase, évoque la gravité de la situation présente : "Que va-t-on faire, mon Général ?" demande-t-il à Weygand. Celui-ci ne répond que par un "Ah !" qui veut dire : "Mais ne savez-vous pas qu'il n'y a rien à faire ?" Et il lève les bras, d'un geste découragé. A peu de distance, le général de Gaulle s'entretient avec Churchill. "Alors, vous êtes maintenant avec de Gaulle, lui dit Weygand, tandis que son visage marque de la mauvaise humeur, il est bien excité !"

Les groupes se séparent, les voitures démarrent les unes après les autres. Courcel repart pour Tours avec le Général. Par bribes, il apprend ce qui s'est dit au cours du Conseil interallié de Briare. Toute l'argumentation de Weygand peut se traduire en une seule phrase : il est impossible de continuer la guerre, il faut au plus tôt cesser le combat et le gouvernement doit demander à l'ennemi un armistice (2). De Tours, le général de Gaulle, accompagné de Chomel et de Courcel, part pour Rennes. On a évoqué, au cours du dernier Conseil, la possibilité d'organiser un réduit en Bretagne. Bien qu'il n'attache pas à ce projet une valeur excessive, le général de Gaulle veut s'en entretenir avec le général Altmeyer, qui en aurait le commandement. En ces jours où tout s'effondre, il n'est pas permis de négliger quelque projet que ce soit qui s'inspire de l'esprit de résistance.

De Briare, accompagné de Eden et de Spears, Churchill a repris l'avion pour Londres, afin de consulter son gouvernement sur les demandes françaises. Il doit revenir le lendemain en France pour rendre la réponse du gouvernement britannique, et prendre part à un nouveau Comité de guerre. Le général de Gaulle revient le 12 juin au soir, de Rennes à Montrichard, où on l'installe dans le château de Le Provost de Launay...

Tours

Le 13, deux réunions ont lieu successivement à Tours. D'abord le Conseil de Cabinet français, ensuite le Comité de guerre franco-anglais. Au cours du Conseil de Cabinet, auquel le général de Gaulle n'assiste pas puisqu'il n'est que sous-secrétaire d'Etat, Paul Reynaud se montre décidé à la lutte jusqu'au bout. Il déclare à ses collègues qu'il poursuivra la guerre à outrance, le gouvernement devrait-il se retirer jusqu'aux Antilles.

Dans la cour de la préfecture, Courcel aperçoit de nombreux hommes politiques venus aux nouvelles. Louis Marin compte parmi les jusqu'au-boutistes et tient des discours très

courageux, Edouard Herriot est, lui aussi, inspiré par de nobles sentiments ; mais l'émotion vient à bout de son endurance, et il est au bord des larmes.

Churchill arrive à la préfecture sur ces entrefaites ; il est accompagné de Lord Halifax, ministre des Affaires étrangères, et de Lord Beaverbrook, ministre de l'Armement. Peu après, les ministres sortent du Conseil, et commence la séance du Comité de guerre. Le généralissime plaide à nouveau le dossier qu'il avait défendu l'avant- veille à Briare : il déclare toute continuation de la lutte impossible.

Un certain nombre de ministres partagent l'avis du général Weygand sur la nécessité de mettre bas les armes. La question est posée au chef du gouvernement anglais de savoir quelle serait l'attitude de son pays au cas où la France demanderait un armistice.

W. Churchill expose que le gouvernement britannique comprendrait la nécessité, pour la France, du point de vue militaire, de cesser le combat, mais il demanderait des garanties en ce qui concerne la Flotte. Baudoin, ministre des Affaires étrangères, écrit aussitôt quelques mots sur une feuille de papier qu'il passe à Paul Reynaud : il lui signale que par les paroles que Churchill vient de prononcer, l'Angleterre accepte le principe de l'armistice ; ce fait lui apparaît d'une importance capitale. Il n'attache qu'un prix tout à fait secondaire à la condition que Churchill y a mise, à savoir les garanties relatives à la Flotte. Pour lui, l'affaire est enlevée, le marché est conclu. Rien ne doit désormais retenir le gouvernement de demander au plus vite la cessation des hostilités.

Dramatiques hésitations

Après cette réunion du Conseil suprême relativement courte, les ministres se rendent chez le président de la République à Cangé, où M. Lebrun vient de s'installer dans la propriété Pourtalès et où doit se tenir un Conseil des ministres. Chacun sent qu'au cours de ce Conseil seront prises des décisions capitales. Le général de Gaulle, qui a assisté au Conseil suprême, se rend au château de Chissé où il attend le retour de Paul Reynaud. Roland de Margerie est là, très nerveux ; lui jusque-là si fougueux dans son jusqu'au-boutisme, apparaît aujourd'hui hésitant et troublé. Devaux, en revanche, a le sourire en large et affecte une calme sérénité. Hélène de Portes tient salon, et comme le général de Gaulle, qui cherche toujours à l'éviter, se heurte malgré lui à elle dans les galeries du château, elle lui lance ironiquement une pique qu'elle voudrait spirituelle : "Alors, Général, vous revenez de Bretagne... On dit que vous voulez y résister ! Romantique, Général, de plus en plus romantique !..."

Tard dans la soirée, Paul Reynaud, le visage fermé, rentre au château accompagné de Paul Baudoin et de Leca. Il n'a pas dîné, il se dirige tout droit vers la salle à manger où tout le monde pénètre à sa suite. Hélène de Portes, Baudoin, de Gaulle, Leca, Devaux sont là. Et Paul Reynaud, tandis qu'il absorbe une tranche de viande froide, déclare nerveusement : "Le peuple français ne comprendrait pas que nous allions en Afrique du Nord." Tandis qu'il dîne, chacun s'installe autour de la table et émet ses opinions. L'un des défaitistes (3) développe devant le Président une combinaison dont il est très fier, et qui retient effectivement l'attention de Paul Reynaud. La combinaison consisterait, pour lui, à céder aussitôt que possible la place au maréchal Pétain, et à lui laisser le soin de demander à l'Allemagne ses conditions d'armistice. Ces conditions seront certainement inacceptables, et Pétain sera contraint de les refuser. Il donnerait alors sa démission. La démonstration aura été ainsi administrée par l'absurde que la politique de Paul Reynaud est la bonne, et il sera rappelé aussitôt, comme chef du gouvernement. Sa situation sera grandement renforcée dans un Cabinet allégé, car il n'aura

plus à subir les assauts des partisans de la capitulation. Il pourra alors, en toute liberté et avec une autorité accrue, gagner l'Afrique du Nord, pour y organiser la poursuite de la guerre.

La conversation se poursuit ainsi à bâtons rompus...

Bordeaux

Dans la journée, le général Weygand avait notifié qu'en raison de l'avance ennemie, le moment était venu pour le gouvernement de se replier sur Bordeaux. Aussi le Président décide-t-il dans la nuit de quitter Chissé. Il part en voiture, faisant route avec Madame de Portes et Margerie tandis que le général de Gaulle gagne lui aussi Bordeaux en compagnie du colonel Imbert et de Courcel.

En arrivant à Bordeaux, le 14 au matin, le général de Gaulle remet à Paul Reynaud une lettre de démission : il y exprime la volonté de n'être pas sous-secrétaire d'Etat dans le ministère de la capitulation. Paul Reynaud le reçoit, et de Gaulle trouve devant lui un homme à nouveau ragaillardé. "Ne démissionnez pas, lui dit Reynaud, je vais à Alger, ma décision est prise. Pétain restera en France pour traiter sur place avec les Allemands et je reconstituerais mon gouvernement en Afrique du Nord. Il faut que vous vous rendiez immédiatement à Londres pour demander des bateaux au Cabinet de guerre britannique. Il faut que Churchill mobilise immédiatement tout le tonnage dont il dispose afin de nous permettre de transférer en Afrique le maximum de troupes et de matériel. Je vous donne rendez-vous à Alger dans deux jours."

A défaut d'aucun avion disponible pour l'emmener immédiatement en Angleterre, le général de Gaulle décide de se rendre par la route jusqu'à Brest, et d'embarquer le lendemain matin à bord d'un contre-torpilleur qui doit se rendre en Angleterre. Ce contre-torpilleur, le *Milan*, doit y emporter en grand secret la réserve d'eau lourde que possède la France ainsi que les secrets de fabrication d'une bombe. Avant de quitter Bordeaux, de Gaulle téléphone à l'amiral Darlan pour lui parler de sa mission. Elle le concerne en effet, puisqu'il emprunte un navire de guerre. Il en profite pour s'informer de ses dispositions. Darlan, très réservé, ne se découvre pas. De passage à Rennes, de Gaulle voit quelques instants Altmeyer. Il roule toute la nuit du 14 au 15, et arrive à Brest au matin pour embarquer à bord du contre-torpilleur. Avec de Gaulle et Courcel se trouve le commandant Testard. Sans doute le général de Gaulle a-t-il, à un moment où il était seul avec Testard, pensé tout haut, comme il lui arrive souvent, et lui a-t-il fait part de ses déterminations en cas de capitulation car, à bord du *Milan*, Testard, un peu éberlué de ce qu'il a entendu, confie à Courcel : "Le Général a de drôles d'idées, qui peuvent le mener loin... très loin... peut-être devant un Conseil de guerre."

Ultime démarche

De Gaulle arrive à Londres le 16 juin au matin. Il est accueilli aussitôt par le général Lelong, attaché militaire. Peu après, il se rend au 10 Downing Street, où il voit Churchill. Après quoi il gagne Gwydyr House où Jean Monnet, chef des Services d'achats français, a ses bureaux. De là, il téléphone à Paul Reynaud, à Bordeaux. Celui-ci, d'une voix blanche, lui dit : "Je vais démissionner. Le parti de l'armistice l'emporte." "Ne faites surtout pas cela, lui répond de Gaulle, le Premier ministre vient de concevoir un projet d'une extrême importance, qui peut avoir des répercussions capitales immédiates", et le Général expose en quelques mots le projet de fusion des deux peuples dont un moment plus tôt vient de lui parler Churchill. "Le Premier ministre, ajoute le général de Gaulle, va faire approuver ce projet dans un moment par le War

Cabinet. Je vous en apporterai le texte cet après-midi même par avion. Attendez mon retour à Bordeaux pour prendre une décision."

Peu d'instants plus tard, en effet, Churchill fait approuver un projet d'union des deux peuples par son Cabinet de guerre, projet qui consiste à doter tous les citoyens français et britanniques de la double nationalité, et à leur donner un Parlement commun et un gouvernement commun. Personne n'est entièrement dupe de cette idée, ingénieuse certes, mais funambulesque, qui, à l'heure où l'on est, ne semble guère être plus qu'un ultime expédient, qu'un dernier ballon d'oxygène pour tenter de ranimer, par un dérivatif, le gouvernement français moribond. Qui fut le premier à avoir conçu ce projet ? Sans doute Jean Monnet. Il en est capable, car il témoigne de facultés d'imagination brillantes.

Au sortir du Cabinet de guerre, Churchill reçoit à nouveau, en toute hâte, le général de Gaulle, et lui remet le texte approuvé par le Conseil, suprême espoir, dernière pensée.

La décision

Trois heures après, l'avion personnel du Premier ministre dépose à Bordeaux- Mérignac le général de Gaulle et Courcel. Il gagne la préfecture. C'est un président du Conseil démissionnaire qui le reçoit. Quelques heures plus tôt, la transmission des pouvoirs s'est faite. Reynaud semble soulagé, détendu, presque heureux. C'est Ponce Pilate après s'être lavé les mains. Il semble considérer ce changement de ministère comme une crise ministérielle ordinaire. Il en a vu tant dans sa carrière. Il semble continuer de croire que Pétain va échouer dans ses pourparlers, et que d'ici peu de jours, on fera à nouveau appel à lui. Quoi qu'il en soit, le voilà débarrassé, et c'est ce qui, pour le moment, semble lui importer le plus. Hélène de Portes apparaît, ricanante : "Alors, vous vouliez faire de nous un dominion de l'Angleterre ?"

En disant au revoir à de Gaulle, Paul Reynaud ajoute en riant : "Et maintenant que vous n'êtes plus sous-secrétaire d'Etat, méfiez-vous de Weygand, vous êtes sa bête noire. Il va se hâter de vous mettre aux arrêts de rigueur, sinon de forteresse !" En sortant, de Gaulle croise l'ambassadeur d'Angleterre, Sir Ronald Campbell, à qui il fait part de son intention d'aller plus tard dans la soirée lui rendre visite à son hôtel, sans aucun doute pour lui faire part de son désir d'emprunter, au retour, l'avion que le Premier ministre a mis à sa disposition et qui, à Marignane, attend des instructions.

En compagnie de Courcel, de Gaulle gagne le petit hôtel où il loge. "Et maintenant, Courcel, que comptez-vous faire ?" Courcel répond qu'il croit qu'il ne lui reste plus qu'à rejoindre son corps, c'est-à-dire le Levant. Si l'on continue la guerre dans l'Empire, il sera ainsi à pied d'oeuvre. "Vous vous trompez, lui dit le Général, ils ne continueront pas la guerre. Le vent de la capitulation souffle, il emportera tout sur son passage." Il prie Courcel de donner les ordres pour que sa voiture soit prête le lendemain matin 17 juin de très bonne heure car il repart pour Londres. Il lui souhaite le bonsoir (4).

Le départ

A six heures et demie du matin, Courcel est là. On fait descendre les cantines dans la voiture.

Dans le hall de l'hôtel, avant son départ, le colonel Imbert et le colonel Chomel sont venus faire leurs adieux au Général. L'un et l'autre ont en France des familles nombreuses. Leur devoir, leur semble-t-il, les appelle auprès des leurs, et le général de Gaulle est le premier à

trouver cela naturel. Laurent, chef de son cabinet civil, apporte au Général les clés de l'appartement qu'il possède à Londres, à Seymour Place, et lui offre de s'y installer. Lui non plus ne songe pas à quitter la France. De la part de Paul Reynaud, il remet au Général une somme de cent mille francs, prélevée, la veille, sur les fonds spéciaux.

"Comme vous voyez, je pars, dit le Général à Courcel, cela vous intéresse-t-il de m'accompagner ?" "Oui, mon Général" "Ma foi, vous êtes bien le seul !" et il pose son regard sur Courcel, comme s'il découvrait que c'est à un être humain qu'il a affaire et non plus à un aide de camp-robot. "Vous parlez l'anglais. Eh bien ! C'est entendu, venez. Faites mettre votre bagage dans la voiture".

Une demi-heure plus tard, l'avion emporta vers l'Angleterre le général de Gaulle et Courcel, ainsi que le général Spears. Il fait une courte halte à Jersey, pour reprendre de l'essence. Le 17 juin, à 14 heures, il atterrit à Hendon.

L'appel

En quittant le terrain, les trois voyageurs se rendent directement au Royal Automobile Club, pour déjeuner.

La salle de restaurant est déjà vide lorsque le général Spears y pénètre, accompagné de ses deux invités. Les cuisines sont fermées, mais le maître d'hôtel s'empresse de faire servir des repas froids.

Dans l'après-midi, de Gaulle va voir successivement l'ambassadeur de France et M. Churchill. Il vient de sauter le pas, il est en rupture de ban. Il éprouve le besoin d'exprimer ses intentions et ses projets à ses interlocuteurs et d'éprouver leurs réactions. Le soir, il est invité à dîner en compagnie de Courcel chez Jean Monnet. Il y fait la connaissance de son adjoint, René Pleven.

A Corbin, à Churchill, à Monnet, il expose tour à tour la situation. La France est trahie : elle est trahie par Pétain, par Weygand, par les hommes qui sont aujourd'hui au gouvernement. Sur la pente fatale où il est lancé, ce gouvernement ne s'arrêtera pas à mi- chemin. Ils livreront pieds et poings liés, la France à l'ennemi. Ils accepteront toutes ses conditions. Petit à petit, ils deviendront ses auxiliaires. Leur trahison est d'autant plus impardonnable que cette guerre est loin d'être terminée ; tout n'est pas consommé. Après l'invasion de la France, certes, le rideau tombe. Mais ce n'est que la fin du premier acte. Il reste l'Empire, avec des forces immenses, ses bases qui peuvent être, demain, le point de départ de nouvelles attaques, son réservoir d'hommes. Il reste notre Flotte. Il reste notre or (5), il reste notre alliée, l'Angleterre ; il reste, pour les soutenir l'une et l'autre dans la guerre, la puissance industrielle des États-Unis. Mais cette poignée de traîtres qui, à Bordeaux, vient de frapper la France dans le dos n'a pas notion de l'Empire. Elle n'a pas compris que la guerre d'aujourd'hui n'est plus à l'échelle d'un continent, mais à l'échelle de la planète. Ces vétérans de l'autre guerre, les Pétain, les Weygand, ont cru pouvoir renouveler la Bataille des rivières, la Somme, la Marne, la Seine. Ces hommes qui ignorent l'Empire, qui n'y ont jamais servi, ont cru que du moment que la métropole est perdue, tout est perdu. Ils ont vu petit, étriqué et, tout de suite, ils ont pris peur, ils se sont abandonnés à la panique, puis ils se sont familiarisés si bien avec l'idée de la capitulation qu'ils y ont pris goût et lui ont trouvé bientôt de tels attraits qu'ils en sont devenus les champions. C'est elle qui, aujourd'hui, les pousse aux premières places. C'est à elle qu'ils doivent ce qu'ils croient être "le pouvoir". Mais ces quelques misérables ne représentent pas la

France, ils ne représentent qu'eux-mêmes. Ce sont des traîtres ! La France, elle, entend demeurer dans le camp des alliés. Elle entend poursuivre la guerre avec toutes les forces dont elle dispose encore. Elle entend la poursuivre jusqu'à l'écrasement de l'ennemi. Il faut, au plus tôt, constituer à Londres un Comité national, composé de personnalités aussi éminentes que possible, qui dénoncent la trahison de Bordeaux, et appellent tous les Français au combat. Il faut que ce Comité entre au plus tôt en relations avec les hauts commissaires, les gouverneurs et les résidents généraux de nos principales possessions d'outre-mer, et s'entende avec eux sur les moyens de poursuivre la lutte...

Ces propos suscitent chez M. Corbin, notre ambassadeur, une émotion profonde. Il a identifié sa vie à l'amitié franco-britannique. Il a consacré pendant tant d'années ses efforts à resserrer les liens entre les deux nations que de les voir aujourd'hui brusquement rompus est pour lui un terrible choc ; mais s'il est un patriote, il est aussi un fonctionnaire blanchi sous le harnais et il est par là prisonnier de son personnage, parvenu dans la carrière diplomatique au faite des honneurs. Il approche de l'âge de la retraite : il ne se sent pas de penchant pour l'aventure. Au surplus, il ne se résigne pas à admettre que Pétain, un maréchal de France, le légendaire vainqueur de Verdun, que Weygand, ce brillant émule de Foch, puissent être considérés comme des traîtres. Dans cette terrible épreuve, il lui apparaît que la solution la plus compatible avec son honneur et ses sentiments intimes est de donner sa démission du poste qu'il occupe à Londres et de se retirer. Il ne servira pas Vichy, mais il ne combattra pas ce qui reste à ses yeux officiellement l'Etat français : il disparaîtra. Castellane, ministre conseiller, rentrera en France avec le personnel de l'ambassade.

Pour sa part, Churchill approuve avec chaleur les propos défendus par de Gaulle : leurs convictions sont les mêmes. Sa résolution est inébranlable. Il reprend l'essentiel de ce qu'il a dit aux Communes le 13 mai et ne cesse de répéter depuis.

Jean Monnet, quant à lui, est perplexe. Lui non plus ne peut se faire à l'idée que Pétain soit un traître. "Ne faites pas de peine, dit-il à de Gaulle, à mon cœur d'ancien combattant ! J'ai combattu dans la dernière guerre sous les ordres de Pétain. Ne détruisez pas sa légende. Je vous en prie, ne dites pas ça... Certes, il sera bon que vous lanciez un appel, mais il est encore trop tôt, attendez, rien ne presse tant que des troupes continuent à se battre."

Le Général et Courcel rentrent se coucher à Seymour Place et le 18 juin au matin, Courcel traduit à haute voix au Général qui ne parle pas l'anglais, les principaux articles du *Times*. Le journal donne le texte de l'appel de Pétain prononcé la veille : il annonce en outre que depuis cet appel, les troupes jettent leurs armes, les unités se rendent. "Puisqu'on ne se bat plus, déclare de Gaulle, je n'ai plus de raison d'attendre. Je lance mon appel." Il s'attable à son bureau et commence à écrire.

Mais Courcel va avoir besoin de faire taper ce texte. A qui mieux qu'à son amie d'enfance, Elisabeth de Miribel, qui travaille aux missions françaises, peut-il s'adresser ? Il l'appelle au téléphone.

Ils déjeunent avec Duff Cooper et Spears. Le Général leur fait part de son intention de parler le soir même à la BBC et leur lit pendant le repas le premier jet de son appel. Le soir, de Gaulle se rend à l'immeuble de la BBC, accompagné de Courcel. Il est reçu à l'entrée par le président de la BBC et par le général Spears. Courcel, installé dans une pièce voisine de la cabine où parle le Général, l'entend prononcer l'appel historique.

Les premières heures

Dès le 19 au matin, des Français de Londres se présentent pêle-mêle à Seymour Place pour répondre à l'appel du Général. Parmi eux, un metteur au point de chez Hispano, le représentant de la Compagnie générale transatlantique à Londres, M. de Malglaive, Denis Saurat, directeur de l'Institut français de Londres, plusieurs jeunes filles qui, comme Elisabeth de Miribel, étaient secrétaires dans diverses missions françaises : Mlle Julien-Durand, Mlle Letonturier, Mlle de Canettemont. Le lieutenant de Boislambert qui était en France officier de liaison auprès d'une unité britannique se présente accompagné de plusieurs agents de liaison qu'il avait sous ses ordres. Deux sous-officiers, Georges Boris et Weil-Curiel, sont immédiatement pris pour assurer une permanence à Seymour Place, répondre au téléphone, ouvrir la porte aux visiteurs, etc. Georges Boris demande à Courcel de signaler au Général qui il est, car, en tant qu'ancien directeur de *La Lumière* et ami de Léon Blum, sa présence dans l'antichambre du Général peut être compromettante pour ce dernier. Le général Lelong, attaché militaire, donne ordre sur ces entrefaites à tous les militaires français se trouvant en Angleterre de rejoindre un camp. Boris et Weil-Curiel y sont bientôt envoyés car c'est là qu'ils pourront le plus utilement agir en vue de provoquer des ralliements. Boislambert et ses adjoints s'y rendent également.

Le général Lelong et ses adjoints, le colonel Bonavita, le colonel Fournier, viennent tour à tour expliquer au général de Gaulle leurs scrupules de conscience. Aucun d'eux ne se décide à sauter le pas. Ils s'estiment insuffisamment informés, etc. De Gaulle ne fait aucun effort pour les convaincre. Il ne croit qu'à la vertu des ralliements spontanés.

A 6 heures du matin, le 19 juin, Courcel est réveillé par un coup de sonnette. Il va ouvrir la porte en pyjama, un planton motocycliste français lui remet un pli pour le général de Gaulle : c'est le texte du mandat d'arrêt lancé par Weygand de Bordeaux, dès que l'appel de De Gaulle a été entendu.

Le 19 juin, le général de Gaulle adresse des messages personnels aux principaux hauts commissaires et gouverneurs généraux français dans les territoires d'outre-mer qui leur seront transmis par la voie officielle anglaise. Il leur demande de poursuivre la lutte et leur offre de joindre leurs forces. Dans son message au général Noguès, il se déclare prêt à se placer sous son autorité dans un tel but. Le gouvernement britannique, désireux d'exploiter les dernières chances, envoie à Bordeaux, en mission secrète, deux membres du Cabinet, Lord Lloyd et Alexander (6). De même, Duff Cooper se rend à Rabat, le 25 juin, accompagné du général Gort. Ces derniers ne réussissent même pas à voir le général Noguès retenu à Alger, ni Georges Mandel, ministre de l'Intérieur du dernier Cabinet Reynaud, maintenu à bord du *Massilia* et qui sera arrêté le 27 juin.

Dans les derniers jours de juin, le Général quitte l'appartement de Seymour Place pour aller s'installer à l'hôtel Rubens et Courcel va Montpellier Square chez ses cousins Burkborough qui lui offrent l'hospitalité.

Churchill propose au général de Gaulle qu'un hydravion aille en Bretagne chercher sa famille, mais avant que ce dernier ait rendu une réponse, le chef de cabinet du premier ministre, le major Desmond Morton, annonce au Général l'arrivée de Madame de Gaulle et de ses enfants dans un port britannique. Ils ont pu quitter la Bretagne par leurs propres moyens. Des dispositions sont prises aussitôt pour installer Madame de Gaulle et ses enfants, Philippe, Elisabeth et Anne, ainsi que la gouvernante, à la campagne.

Le capitaine Pierre-Olivier Lapie, député de Nancy, rapatrié de Narvik où il était avec la Légion étrangère veut offrir ses services au Général. Ils sont aussitôt acceptés.

Le 23 juin on annonce que le *Massilia*, qui a quitté Bordeaux le 21 juin, à destination du Maroc, vogue vers l'Angleterre. Il transporte un grand nombre de parlementaires et anciens ministres, les questeurs du Sénat et de la Chambre, etc. Le Général en montre la liste à Courcel. Le général Spears est dans une grande agitation ; lui qui a fait toute sa carrière sous le vocable de l'alliance franco-britannique et qui est parfaitement bilingue, se voit déjà l'éminence grise d'un Comité national, groupant de nombreuses célébrités. On dit, en effet, que Herriot, Mandel, Daladier, Delbos, Campinchi, etc., sont à bord.

Le même jour, le War Cabinet se montre favorable à la formation d'un Comité national français, et un communiqué en est transmis à la radio et à la presse. De Gaulle charge Courcel d'aller pressentir Maurois : celui-ci, très réticent, se refuse ; il invoque la présence de sa famille en France, etc. Mais la nouvelle de la venue du *Massilia* se révèle bientôt fausse et il faut démentir le communiqué publié quelques heures plus tôt.

Des bureaux sont mis à la disposition du Général, à deux pas de Whitehall, sur les quais de la Tamise, à St. Stephen's House. C'est un immeuble d'une grande vétusté et d'une extrême saleté, qui dépend de Scotland Yard. Une vingtaine de petits bureaux, sur deux étages, lui sont offerts. A mesure que des officiers se présentent, le général de Gaulle constitue un embryon d'Etat-major à quatre bureaux, ainsi qu'un cabinet militaire et un cabinet civil. Le cabinet civil est confié à Georges Mathieu, exinterprète de la Société des Nations, flanqué de sa femme et d'une collaboratrice. Le cabinet militaire est composé du lieutenant de Courcel, du lieutenant de Boislambert, chargé de la liaison avec le général Spears, qui a ses bureaux à Gwydyr House, et de l'adjudant Porgès. La trésorerie est confiée à un expert financier, collaborateur de Jean Monnet et de René Pleven, le capitaine Denis, dit Rauzan, qui est chargé de la gestion des fonds, en dépit de son désir de commander une section. Une de ses premières démarches est de changer à la Banque d'Angleterre les cent mille francs qu'a apportés le général de Gaulle et de recueillir les dons qui, de toute la Grande- Bretagne, affluent vers le Général. C'est lui qui, jusqu'au retour en France, sera responsable de la Trésorerie (7). L'Etat-major a pour chef, l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé, un réserviste, maître des requêtes au Conseil d'Etat, Pierre Tissier. Le 2e bureau est confié à un jeune polytechnicien d'active, du Génie, le capitaine André Dewavrin, qui prend immédiatement le nom de Passy. Le maréchal des logis du train, Maurice Schumann, agent de liaison auprès d'une unité britannique et ancien correspondant de l'agence Havas à Londres, est mis à la disposition de Saint- André. Il est porteur d'une lettre de recommandation de Daniel-Rops.

Malentendus

Dans l'esprit du général de Gaulle, le problème le plus important qui s'offre à lui est celui des ralliements. Les Français, soldats, marins et aviateurs, échoués en Angleterre pour de multiples raisons, sont répartis dans de nombreux camps où ils subissent la propagande de Vichy que, d'instinct, répandent les officiers supérieurs et généraux qui s'y trouvent. Pour comble, les officiers britanniques envoyés par le War Office dans ces mêmes camps, répandent avec zèle et obstination les mêmes conseils. Ils engagent tous les militaires français à demander leur rapatriement en France. De Gaulle apprend cela avec fureur. Il proteste auprès de Churchill. Churchill s'effare et promet de faire sans retard le nécessaire. Mais les services du War Office manifestent une admirable inertie. Les instructions du Premier

ministre s'égarent dans les couloirs de Whitehall et les officiers de liaison anglais, dans les camps, poursuivent leur besogne. A quelle secrète intention obéissent-ils ? Il n'est possible que de formuler des hypothèses, mais sans doute le ministère de la Guerre britannique pense-t-il obscurément que cette poignée de francophones appartenant à tant d'unités diverses, venus en Angleterre, le plus souvent au hasard, parfois contre leur gré, seront pour l'administration anglaise, la source d'inépuisables difficultés et soucis, en même temps que leur appoint du point de vue militaire est inexistant.

D'instinct, ils souhaitent donc s'en débarrasser. A cela s'ajoute, en ce qui concerne les quelques milliers de marins français concentrés au camp de Aintree, le secret désir de l'Amirauté britannique de les renvoyer en France, afin de réarmer leurs bâtiments avec du personnel anglais. Le point de vue de De Gaulle est diamétralement opposé. Il voit qu'il ne peut espérer jouer un rôle que s'il reconstitue une force française autonome, capable de représenter la France au combat aux côtés de son allié britannique, même si ses effectifs sont, à l'origine, dérisoires, même si cette force n'est au début que symbolique. Celle-ci doit être spécifiquement française, d'où la nécessité absolue, non point de former une légion de soldats français, combattant sous l'uniforme britannique, mais de grouper les premiers éléments d'une entité militaire française. C'est en cela que, dès le premier jour, les préoccupations de De Gaulle, débordant du cadre militaire, revêtent un caractère politique. Le but qu'il s'assigne dès cette première heure est de refaire la France, morceau par morceau, dût-il, comme c'est le cas, partir de rien. Ceux-là qui lui conseillent de se cantonner dans un rôle strictement militaire et de se limiter à la constitution d'une légion de volontaires qui se mettrait à la disposition du Haut commandement britannique, ne comprennent rien à ses intentions.

En effet, de quel poids pèserait une légion de quelques milliers de Français alors que tout le Commonwealth britannique prend progressivement les armes : il serait nul. En revanche, ce qui importe, c'est que la France soit présente dès aujourd'hui au combat "pour être présente plus tard à la victoire". C'est cela qu'entend accomplir de Gaulle. Pendant les années à venir, beaucoup de ses critiques et il n'est question ici que de critiques de bonne foi- ne sauront pas faire cette distinction capitale et reprocheront à de Gaulle de s'être "mêlé de politique" ! Pendant ce temps, les officiers supérieurs français internés dans les camps exercent toute l'autorité morale dont ils dis-posent pour dissuader leurs hommes de rester en Angleterre, et ils se réjouissent bruyamment de l'appui inattendu qu'ils trou-vent dans les discours des officiers de liaison britanniques. Leur chef, le colonel Williams, en tête qui est pourtant un sincère ami de la France et qui, quelques semaines plus tard, exprimera au général de Gaulle ses excuses et ses regrets hâte les formalités de retour en France des internés français. Parmi eux, figure une seule grande unité au complet, la Division Béthouard, rapatriée de Narvik. Le général Béthouard est un camarade de l'Ecole de Guerre de Charles de Gaulle. En cette qualité, ils se tutoient. A la différence des autres officiers généraux français, il se montre à son égard d'une grande correction. Il estime pour sa part qu'il est de son devoir de chef d'unité de demeurer jusqu'au bout avec ceux de ses hommes désireux de rentrer en France, mais il leur laisse à tous, sans exercer de pression sur eux, la liberté du choix. A peu près la moitié de la Division décide de rester. La Demi-Brigade de Légion étrangère suit tout entière son chef, le colonel Magrin-Verneret (Monclar) ; quelques éléments de chasseurs alpins, d'artillerie de montagne et de chars suivent leur exemple. C'est parmi eux que se trouvent Pierre Tissier, Pierre-Olivier Lapie, André Dewavrin, etc. Koenig, capitaine de la Légion étrangère, est dans la Demi-Brigade de Magrin-Verneret.

Béthouard reçoit de Gaulle à Trenton Park où est concentrée sa division. Celui-ci est accueilli selon les règles (ce qui le change) : garde d'honneur, clairons.

Il passe en revue les unités, Brigade de Chasseurs alpins, Légion, char, artillerie... et entre en contact avec officiers et hommes.

Puis il se rend dans un autre camp, à Harrow Park. Le rallie un petit contingent d'aviateurs, Bécourt-Foch, Astier de Vilatte, des jeunes.

Il rentre à Londres en avion avec Béthouard qui noie dans un flot de paroles son malaise de ne pas entraîner sa division en bloc. Il invoque le code militaire, le devoir pour un chef de ramener à bon port son unité ou ce qu'il en reste... De Gaulle écoute avec patience puis observe : "Regarde, j'ai été chef de cabinet de Pétain, Courcel a été avec Weygand... Cela ne nous empêche pas d'être aujourd'hui des rebelles."

En dehors de cette grande unité, les éléments que le hasard a conduits en Angleterre sont presque tous des isolés, beaucoup rescapés de Dunkerque, des blessés disséminés dans de nombreux hôpitaux, des officiers sans troupe, logés dans divers hôtels réquisitionnés de la capitale, des militaires, arrivés de Normandie ou de Bretagne par des moyens de fortune, qui souvent n'ont sauté dans une embarcation que pour n'être pas faits prisonniers à l'arrivée des Allemands, et n'ont plus, à présent que l'armistice est signé, que le désir de rejoindre leur foyer.

Boislambert, ses agents de liaison, un certain nombre d'officiers "résolus" s'offrent à aller dans les camps, mais toutes les difficultés possibles et imaginables leur sont faites. L'accès des camps leur est interdit ; on ne leur donne pas la liste des hôpitaux où sont soignés des Français ; ils sont souvent tenus en suspicion et maintenus à l'écart.

La reconnaissance officielle

De Gaulle comprend que cette situation se prolongera aussi longtemps que son mouvement ne recevra pas du gouvernement britannique une reconnaissance officielle. Cette reconnaissance, il ne peut l'obtenir que d'une décision de Churchill lui-même. Il le voit presque chaque jour, et une sympathie grandissante, jointe à une estime réciproque, s'établit entre les deux hommes. De Gaulle a ses grandes et petites entrées à Downing Street, où il est convié pour des entretiens de caractère privé et personnel. Churchill qui, avec de Gaulle, parle français avec volubilité mais dans un baragouin très séduisant mais imagé souvent difficile à saisir, est impressionné par la puissance d'intelligence de son interlocuteur, l'étendue de ses conceptions stratégiques, l'identité de leurs vues et de leurs façons de sentir. Tous deux commentent avec passion les événements et scrutent l'avenir. Churchill fait part à de Gaulle de ses soucis majeurs, des problèmes qui se posent à lui. Pourtant, il n'évoquera jamais les difficultés qu'il peut rencontrer au sein de son propre gouvernement. Les deux hommes sont animés de la même foi, de la même volonté farouche. C'est presque une consolation pour Churchill, aux heures les plus sombres de la guerre, où l'Angleterre, seule, demeure engagée dans une lutte gigantesque et alors que les forces de l'ennemi sont sans proportion avec les siennes, de voir auprès de lui un Français qui, par sa seule présence, lui prouve que la confiance que, pendant toute sa vie il a placée dans la France, n'a pas été totalement trahie. Les membres du Cabinet britannique, dans leur ensemble, sont beaucoup plus réservés. A part Lord Lloyd, secrétaire aux Colonies, qui est chaleureux, Anthony Eden (8), Duff Cooper (9), ils manifestent peu d'intérêt pour l'effort entrepris par de Gaulle et c'est à l'initiative personnelle de Churchill que les Français Libres doivent de recevoir un premier signe de reconnaissance officielle. Avec

n'importe quel autre Premier ministre britannique, il est clair que de Gaulle n'aurait jamais parlé à la BBC et aurait dû plier bagage.

Le 28 juin, le gouvernement britannique le reconnaît comme "chef des Français Libres qui se rallient et se rallieront à lui pour continuer la lutte". Cette décision du Cabinet britannique parvient à la connaissance de Geoffroy de Courcel le 28 juin au soir : celui-ci se précipite et vient en prévenir de Gaulle pendant qu'ils dînent tête-à-tête. Sur le champ, de Gaulle prépare un texte qu'il ira prononcer une heure plus tard à la BBC.

Le Général a des entretiens avec Lord Lloyd au Colonial Office et Spears, concernant nos colonies. L'idée d'une mission Pleven-Boislambert à Lagos prend corps.

Courant juillet, peu avant le départ de Pleven, Courcel reçoit de Hopkins, du War Cabinet, l'offre de se transférer au 4 Carlton Gardens. Le déménagement s'opèrera vers le 25. C'est un immeuble de bureaux, grand et spacieux, auquel en 1942 s'ajoutera un immeuble mitoyen.

Pleven partira fin juillet avec Boislambert et le commandant Leclerc à bord d'un hydravion Sunderland de la Compagnie Imperial Airways, dont les aménagements sont allégés et le nombre des fauteuils réduit pour prendre des réservoirs supplémentaires de carburant. Courcel avait fait la connaissance du capitaine de Hautecloque arrivé de France peu de jours avant.

Un train spécial va conduire les personnels de l'ambassade et des missions jusqu'au port où ils embarqueront à bord d'un bateau marqué de la Croix Rouge, Paul Morand en tête.

Avant qu'il se transfère à Vichy, la nouvelle est parvenue de Bordeaux que le gouvernement a nommé Roland de Margerie consul général à Shangai. De Gaulle suppose que c'est une habileté de sa part pour le rallier. Il l'attend pour lui confier les relations avec le Foreign Office. Il sait qu'il y est très bien introduit.

Margerie arrive à Londres début juillet mais c'est en route pour Shangai. Il voit Courcel, réproouve que celui-ci ait pris, le 17 juin, l'avion du Général. Il n'en avait pas le droit comme fonctionnaire. De Gaulle, c'est différent, c'est un drapeau. Il faut qu'il continue, ajoute-t-il. Des officiers d'active peuvent le suivre, mais pas des diplomates ! Il est en proie au défaitisme : la France est destinée à passer sous le joug hitlérien. Il demande à Courcel de se ressaisir...

Même campagne de sa part auprès des milieux français de l'Ambassade et des missions, dont il approuve le retour en France. Rien ne filtre de ce qu'il confiera à ses amis du Foreign Office où les dispositions "non- gaullistes" prévalent, Lord Halifax, R.A. Butler et Sir Alexander Cadogan en tête.

Dakar

Courcel rend visite au général Dillon qui rentre d'Alger où il était chef de la mission britannique auprès de Noguès. Tous ces gens à Alger, dit-il, sont très favorables à de Gaulle et aspirent à rentrer dans la guerre. Il suffirait d'une division française et de deux divisions anglaises montrant de la résolution pour rallier n'importe quel territoire. Cette idée qu'il répand fera son chemin l'Amirauté pour sa part, toute puissante ne pense qu'à Dakar, à son port, au *Richelieu*.

De Gaulle assiste dans l'"*opération room*", dans les sous-sols du 10 Downing Street aux séances du Comité de guerre qui réunit Churchill et les chefs d'Etat-major des trois armes au sujet de l'Afrique occidentale. Les Anglais veulent aborder Dakar de face. De Gaulle insiste pour prendre Dakar de revers, par l'intérieur, là où la ville n'a aucune défense. Il faudrait débarquer, dit-il, à Conakry, gagner Bamako et se présenter à Dakar depuis la brousse. Il n'est pas entendu. L'Amirauté croit le *Richelieu* désarmé, ses tourelles démontées... On verra bientôt que son "intelligence" laisse à désirer.

Les forces navales françaises à Dakar sont considérées par l'Amirauté anglaise comme négligeables, compte tenu du désarmement supposé du *Richelieu*. Et l'Amirauté entend impressionner les populations, comme les autorités civiles, par le déploiement de son armada qui se présenterait devant le port. Cette imposante supériorité permettrait au gouverneur général Boisson une défection honorable. Les marins anglais semblent méconnaître l'effet produit par Mers-el-Kebir, qui ne date que de deux mois et demi, et ignorer la vague d'anglophobie qui a déferlé sur la Marine française.

L'expédition de Dakar quitte Liverpool le 1^{er} septembre. De Gaulle monte à bord du *Westerland*, bateau de passagers hollandais réquisitionné, qui arbore le pavillon français.

Postface

Sur ces mots se termine ce que je puis appeler le mot-à-mot du récit de Courcel. A la suite je conserve quelques feuillets dont je ne peux lui attribuer la paternité, car — la soirée touchant à sa fin — ses propos ont pris un tour trop elliptique pour leur reconnaître le même degré d'authenticité. Ils s'achèvent en dialogue. Je me permettrai donc de les prendre à mon compte en essayant de les résumer à l'essentiel.

Dans l'affaire de Dakar, Darlan s'oppose à un adversaire qui a trois composantes : Churchill, de Gaulle, l'Amirauté.

*Darlan entend prendre sa revanche de Mers-el-Kebir. Il la veut rapide, cinglante. Il prend de vitesse les Anglais et leur fait un pied-de-nez devant Gibraltar. Trois croiseurs (classe *Gloire*,) et trois contre-torpilleurs (classe *Fantasque*,) venant de Toulon, sont passés avant que l'Amiral Gibraltar ait déchiffré Tordre de Londres de les intercepter. Il renverse, à son profit, l'équilibre des forces avant de faire subir à l'armada britannique de lourdes pertes devant Dakar. Il fait coup double en donnant aux Allemands la preuve irrécusable qu'il a choisi son camp.*

Churchill voit dans Dakar le moyen immédiat de raccourcir ses lignes de communication à travers l'Afrique en direction du Soudan et du Moyen-Orient qui tôt ou tard va devenir un théâtre d'opérations. A moyen terme, celui de prendre à revers l'Afrique du Nord. Quant à sa chère Amirauté, Churchill est conscient qu'à Mers-el-Kebir il l'a durement malmenée pour lui imposer à son corps défendant une canonnade sans gloire. A cette date, il lui fallait taper ce grand coup autant pour impressionner Roosevelt et témoigner de sa détermination que pour réduire une force qui risque d'être un jour saisie par l'ennemi. Pour Dakar, il laisse donc carte blanche aux marins... avec les résultats qu'on sait.

Quant à de Gaulle, il a besoin d'une capitale en terre française d'où il conduira la guerre de l'Empire. Le Sénégal sera en outre la zone de départ idéale d'où infiltrer le Maghreb.

Mais à Londres, on ne parle que de fiasco. C'est la première fois depuis le 10 mai que le Premier ministre est durement attaqué et partagé avec de Gaulle, "sa marionnette", les sarcasmes de la presse.

C'est beaucoup d'eau apportée au moulin des chamberlainistes qui sont en forte majorité dans le gouvernement. Churchill a horreur de l'échec. Champion de l'alliance avec la France, c'est la deuxième fois en cette année 1940, que la France l'atteint de plein fouet. Et Charles de Gaulle y est mêlé, même s'il n'a pas conduit l'affaire. Que leur lune de miel prenne fin à Dakar, c'est dans la nature des choses. A l'avenir, leurs relations prendront une autre tournure ; elles seront régies par le protocole.

Pour Darlan, le succès est toutefois loin d'être complet. Ses bateaux avaient l'ordre de ramener l'Afrique équatoriale sous l'autorité de Vichy. Ils ont échoué !

Quant à Roosevelt, de son observatoire de Washington, il tire pour le futur sa leçon de Dakar : il ne faudra jamais, quelles que soient les circonstances, quels que soient les territoires français visés, y faire participer de Gaulle. C'est de là qu'il commence à élaborer sa doctrine : le commandement américain ne devra traiter au coup par coup qu'avec les autorités locales.

Cette doctrine, il l'appliquera partout jusques et y compris lors du débarquement en Normandie. Mais cette fois, il sera pris de vitesse et les autorités locales que ses généraux rencontreront seront les commissaires de la République et les préfets nommés depuis Alger par le Gouvernement provisoire de la République et déjà en place. Parmi eux, Geoffroy de Courcel.

(1) Si Weygand était "démissionné", Huntziger serait-il prêt lui, colonial, à lui succéder "pour conduire la bataille de l'Empire" ? Huntziger ne répond ni oui, ni non. Sur le chemin du retour, de Gaulle ne se montre pas enthousiaste.

(2) Il écarte l'idée de capituler en rase campagne, ce qui est la prérogative du commandant en chef. Il insiste pour que le gouvernement demande l'armistice; ce qui est la responsabilité de celui-ci.

(3) Probablement Leca, mais Courcel n'en est pas sûr.

(4) Courcel ne me dit pas s'il a beaucoup dormi cette nuit-là.

(5) Une partie de la réserve de la Banque de France a été transférée à Dakar, une autre à La Martinique.

(6) Lord Lloyd, conservateur, est ministre des Colonies. Alexander, travailliste, est ministre de la Marine.

(7) Il créera en 1942 la "Caisse centrale de la France d'Outre-mer" et demeurera en fonctions, bientôt rejoint par André Postel-Vinay, jusqu'à Paris.

(8) Qu'il voit peu, parce que son ministère de la Guerre l'absorbe.

(9) Ministre de l'Information, qu'il voit davantage.